

SOMMET DE L'ARCHE : QUESTIONS POLITIQUES
CONFÉRENCE DE PRESSE DE M. ROLAND DUMAS

(Arche de la Défense, le 15 juillet 1989)

Je voudrais maintenant dire un mot des réunions qui ont occupé toute la journée d'hier les ministres des Affaires étrangères, dans l'après-midi et au cours du dîner. Nous avons décidé dans la première partie de nos réunions d'avoir un échange de vues sur les grands problèmes politiques retenus par la présidence qui ont fait l'objet des déclarations que je viens de dire, et de réserver pour la deuxième partie de nos travaux l'examen des problèmes régionaux. C'est ainsi que nous avons traité du conflit israélo-arabe, du problème du Liban, du Cambodge, de l'Amérique centrale avec un paragraphe particulier sur Panama, et de l'Afrique australe. Je vais, selon l'usage, faire un bref commentaire pour rassembler les idées qui ont été débattues et les conclusions auxquelles nous sommes arrivés.

Sur le conflit Israélo-arabe, les participants au Sommet restent profondément préoccupés par la situation au Proche Orient et son aggravation.

Certaines déclarations partisans récentes en Israël, la violence persistante dans les territoires occupés, ainsi que la détérioration des conditions de vie en Cisjordanie et à Gaza montrent plus clairement que jamais qu'une solution respectant les droits politiques légitimes du peuple palestinien ainsi que le droit à la sécurité de tous les États de la région y compris Israël, revêt une nécessité urgente.

Les Sept estiment que le temps est venu pour l'ouverture d'un dialogue entre les parties concernées et considèrent que les élections en projet pour les territoires occupés pourraient marquer un pas en avant vers une reconnaissance mutuelle souhaitée pour autant qu'elles aient lieu dans une atmosphère de libre expression et qu'elles fassent partie d'un règlement global sur la base des territoires contre la paix.

Les Sept pays pensent que la réunion, le moment venu, d'une Conférence Internationale, structurée de manière appropriée, constituerait un cadre adapté pour promouvoir le dialogue direct entre toutes les parties.

Sur le Liban, les participants au Sommet ont consacré une attention particulière à la situation dans ce pays et ont été d'accord pour considérer que la Communauté Internationale ne pouvait ni ne devait rester indifférente devant les dangers qui menacent l'existence même du Liban en tant que pays.

Ils expriment par la voix de la présidence que je représente en ce moment leur plein appui au Comité des trois Chefs d'Etat arabes chargé, en liaison avec le